



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie

Unité territoriale de Seine-et-Marne

Arrêté préfectoral n°2015/DRIEE/UT77/134 de mise en demeure à l'encontre de la société ROTOCOLOR Située 16 rue Claude Chappe à LAGNY-SUR-MARNE (77 400)

Le Préfet de Seine et Marne
Officier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu la partie législative du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 511-1 et L. 511-2 ;

Vu le décret du Président de la République du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Luc MARX préfet de Seine-et-Marne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 14/PCAD/129 du 1^{er} septembre 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Alain VALLET, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;

Vu l'arrêté n°2015- DRIEE-153 du 1^{er} septembre 2015 portant subdélégation de signature de Monsieur Alain VALLET à ses collaborateurs ;

Vu l'accusé de réception de déclaration d'un établissement dangereux insalubre ou incommode de 3^e classe délivré le 16 décembre 1976 à la société ROTOCOLOR pour des activités d'application et de séchage de peinture, et de compression d'air exercées 16 rue Claude Chappe à LAGNY-SUR-MARNE ;

Vu l'arrêté préfectoral n°88 DAE IC 054 du 12 avril 1988 imposant des prescriptions complémentaires relatives à la prévention de la pollution atmosphérique à la société ROTOCOLOR ;

Vu l'arrêté du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport E/15 n° 1809 de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France du 11 août 2015 consécutif à l'inspection effectuée le 22 juillet 2015 dans l'établissement exploité par la société ROTOCOLOR, 16 rue Claude Chappe sur la commune de LAGNY-SUR-MARNE (77 400) ;

Vu le courrier du 11 août 2015 de l'inspection des installations classées transmettant à l'exploitant son rapport du 11 août 2015 susvisé conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement,

Vu le courriel de l'exploitant en date du 11 septembre 2015 transmettant ses observations suite au courrier du 11 août 2015 ;

Considérant que la société ROTOCOLOR exerce à l'adresse susvisée une activité de stockage de papiers ;

Considérant que le volume de papiers stockés sur le site, constitué de bobines de matières premières et de produits finis conditionnés, est d'environ 1100 m³ ;

Considérant que cette activité de stockage est soumise à déclaration au titre de la rubrique n°1530-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que la société ROTOCOLOR exerce cette activité sans disposer d'un récépissé de déclaration ;

Considérant que le site ne dispose pas de détection incendie avec transmission d'alarme à l'exploitant ;

Considérant que le site ne dispose ni d'un dispositif d'extinction automatique incendie, ni d'une stratégie d'extinction de l'incendie ;

Considérant qu'aucun dispositif n'est prévu sur le site pour retenir les eaux d'extinction incendie ;

Considérant que l'exploitant ne connaît pas les besoins en eau nécessaires pour l'extinction d'un incendie ;

Considérant l'absence de poteaux incendie sur le site ;

Considérant que l'exploitant n'a pas pu justifier de la disponibilité et de la distance des poteaux incendie présents sur la voie publique à proximité de son site ;

Considérant que le site possède un seul point de rejet au réseau d'eaux pluviales (eaux de toiture, eaux de ruissellement provenant du parking, eaux de refroidissement) ;

Considérant que le site ne dispose pas de séparateur d'hydrocarbures et que les eaux pluviales provenant des voiries sont rejetées au réseau communal sans prétraitement ;

Considérant que le site ne dispose pas de dispositif d'obturation du réseau interne permettant de confiner les eaux d'extinction incendie ;

Considérant que ces non-conformités ont été relevées lors de la visite d'inspection du 22 juillet 2015 ;

Considérant dans ces conditions qu'il n'a pas été établi que toutes les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ont bien été prises ;

Sur proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

ARRETE

ARTICLE 1

La société ROTOCOLOR est mise en demeure pour son établissement situé 16 rue Claude Chappe, sur la commune de LAGNY-SUR-MARNE (77 400) de régulariser sa situation administrative sous un délai de 3 mois en déposant un dossier de déclaration conforme à l'article R. 512-47 du Code de l'environnement pour l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement au titre de la rubrique n° 1530-3 de la nomenclature.

ARTICLE 2

Pour l'exploitation du site 16 rue Claude Chappe à LAGNY-SUR-MARNE (77 400), compte tenu des non-conformités constatées, la société ROTOCOLOR est mise en demeure par le présent arrêté, en application de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, de respecter sous un délai de 3 mois les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 susvisé :

- **Article 4.2. – Détection et extinction automatiques :**

« La détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire sauf pour les installations existantes d'un volume inférieur à 5 000 m³ au sein d'établissements dans lesquels une présence humaine est effective en permanence.

Pour les papiers de grammage inférieur à 42 g/m² et les papiers d'hygiène stockés en bobine, ainsi que pour les papiers de grammage inférieur à 48 g/m² non stockés sous forme de bobines, les dépôts sont équipés d'un système d'extinction automatique. Pour les autres types de papiers, l'exploitant définit une stratégie d'extinction de l'incendie. Si celle-ci n'est pas basée sur un système automatique d'extinction, la stratégie d'extinction après détection fait l'objet d'un avis des services d'incendie et de secours.

Cette stratégie peut s'appuyer sur l'intervention de moyens de secours internes et externes, la mise en place de réserve d'eau par exemple. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le document des services d'incendie et de secours concernant ces aspects.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ces dispositifs de détection ou d'extinction. Il établit des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le point le plus haut des stockages se situe à une distance compatible avec les exigences du fonctionnement des dispositifs d'extinction ou de détection. Cette distance ne peut en tout état de cause être inférieure à un mètre. »

- **Article 6.2. – Récupération, confinement et rejet des eaux**

« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage des dépôts couverts.

Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe au dépôt, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique.

En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.

Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Les eaux d'extinction ainsi confinées lors d'un incendie sont analysées afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé, notamment, en fonction de la quantité et de la nature des matières stockées, de leur capacité d'absorption ainsi que de la rapidité et des moyens d'intervention.

Par ailleurs, pour les stockages extérieurs, les eaux de ruissellement (eaux météoriques ou d'origine humaine, lors d'un incendie par exemple) sont renvoyées vers la station de traitement des eaux, lorsque l'établissement en possède une.

En l'absence de station de traitement final avant rejet au milieu naturel, l'exploitant met en place un nettoyage mécanique des eaux de traitement sur la base de dégrillage. Les rejets respectent alors les valeurs-limites suivantes :

- matières en suspension (NFT 90 105) : 100 mg/l ;*
- DCO (NFT 90 101) : 300 mg/l ;*
- DBO5 (NFT 90 103) : 100 mg/l. »*

• Article 7 – Moyens de lutte contre l'incendie

« Le stockage est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil, et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60m³/h pendant une durée d'au moins deux heures. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur du dépôt lorsqu'il est couvert, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, répartis dans le dépôt s'il est couvert en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.

Ils sont utilisables en période de gel. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage prévu au deuxième alinéa du présent point. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. »

ARTICLE 3 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

ARTICLE 4 – FRAIS

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 – INFORMATION DES TIERS (article R. 512-39 du Code de l'environnement)

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de LAGNY-SUR-MARNE et peut y être consultée.

Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles la Société ROTOCOLOR est soumise, est affichée en mairie de LAGNY-SUR-MARNE pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

ARTICLE 6 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle- 77 000 MELUN, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION

- Le Secrétaire général de la Préfecture,
- Monsieur le Sous-Préfet de TORCY,
- Monsieur le Maire de LAGNY-SUR-MARNE,
- Le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France à Paris,
- Le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la Société ROTOCOLOR, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 6 octobre 2015

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité Territoriale

Signé

Guillaume BAILLY

Pour ampliation,

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité Territoriale
de Seine-et-Marne,



DESTINATAIRES :

- L'exploitant,
- Monsieur le Maire de LAGNY-SUR-MARNE,
- Le Préfet de Seine -et -Marne (SIDPC),
- Le Préfet de Seine -et -Marne (DCSE),
- Le Sous-Préfet de TORCY,
- Le Directeur Départemental de la Protection des Populations,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- M. Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Énergie et de l'Environnement d'Ile-de-France à Paris,
- M. le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Énergie et de l'Environnement d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple.